

*Initiatives ministérielles*

directement des Prairies aux ports de Halifax et de Saint John.

Je suis sûr que, du point de vue des provinces de l'Atlantique, ces propositions ont énormément de bon sens mais que, dans une perspective fédérale, elles montrent l'énormité de l'erreur que commet le gouvernement fédéral en supprimant le tarif de l'Est. Pourquoi pousser la région de l'Atlantique à s'approvisionner sur les marchés européens plutôt qu'ici même au Canada, comme elle le fait depuis des années? Pourquoi adopter une politique d'achat de maïs américain, au détriment des agriculteurs canadiens? Il y a quelque chose qui ne va pas. On se demande même si le gouvernement n'est pas devenu complètement fou. Tout se passe comme si le gouvernement avait vraiment voulu scinder le pays en deux, briser les liens entre les régions et les jeter dans les bras de nos concurrents.

Le projet de loi C-26 ne favorise pas l'unité nationale. Il ne favorise pas les villes de Halifax et de Saint John ni aucune autre localité de la région de l'Atlantique. Il ne satisfait que les désirs de ministres qui, au nom des principes conservateurs, veulent à tout prix saccager de vénérables institutions et programmes canadiens, des programmes dont on connaît depuis longtemps la valeur, mais qui doivent maintenant disparaître. Voilà ce que dicte l'idéologie du Parti conservateur.

Fait à souligner, ces compressions, celle dont on parle aujourd'hui en particulier, ne pourraient survenir à un plus mauvais moment. En effet, nos concurrents américains jouiront d'un programme de subventions à l'exportation de 900 millions de dollars. Ce programme aidera certes les producteurs américains, mais il nuira aux agriculteurs canadiens. C'est absurde. Par cette politique, nous nous engageons dans la mauvaise direction et laissons nos agriculteurs sans défense aucune.

• (1230)

En y réfléchissant bien, on remarque une constante. D'une part, les Américains font une razzia sur nos marchés du grain et durcissent les conditions imposées à nos producteurs de porc et de boeuf qui veulent vendre sur le marché américain. D'autre part, ils exigent que nous les laissions vendre leur crème glacée et leur yogourt sur notre marché.

Que fait le gouvernement canadien face à cela? Dans le budget du printemps dernier, il a réduit de 399 millions l'aide fournie aux agriculteurs. Il a retiré l'avoine du mandat de la Commission canadienne du blé. Il a mis en péril le système de gestion de l'offre au Canada, et les plus pessimistes d'entre nous croient que ce système finira par disparaître, surtout si le règne conservateur se prolonge.

Qu'y a-t-il d'étonnant, dans les circonstances, à ce que nous appréhensions comme la mort l'issue des négociations sur les subventions qui se dérouleront au cours des prochaines années? Nous restera-t-il encore quelque chose au terme de ces négociations? Pouvez-vous imaginer pire scénario que de laisser les gens d'en face mener les négociations sur les subventions? Dans ce domaine, l'action de négocier signifie pour eux faire disparaître. Si une entente est conclue dans cet esprit, les négociations ont été couronnées de succès. Pour eux, le succès se mesure en programmes supprimés et en institutions détruites.

La méthode adoptée par les conservateurs pour résoudre les problèmes amène à se poser des questions fondamentales. Que feront-ils lorsqu'ils auront fini de vendre les trésors de famille? En d'autres termes, que feront-ils après avoir sapé les assises du secteur agricole? Que trouveront-ils encore à faire après avoir privatisé l'assurance-chômage, décimé VIA Rail, fermé les bureaux de poste ruraux et mis fin à l'universalité des programmes sociaux? Où s'arrêtera leur saccage?

Que feront-ils quand, après avoir tout détruit, ils se rendront compte qu'il y a encore des problèmes de pauvreté, d'inflation et de disparité et que le chômage persiste? Que feront les conservateurs quand il ne restera plus rien à vendre?

Madame la Présidente, j'ai lu dans un des journaux de fin de semaine que le ministre des Finances annoncera dans le prochain budget—celui qui sera présenté à la Chambre dans quatre heures environ—son intention de vendre pour environ un milliard de dollars de propriétés fédérales.

Je ne sais pas si ça va arriver. Si le gouvernement devait faire pareille chose, cela me porterait à croire que la politique économique conservatrice est sur le point de s'effondrer. Nous le savons, quand un type commence à vendre ses propriétés, tout le contenu de la maison et du garage, tous ses outils, il est sur le point de faire faillite. Voilà où en est la politique économique conservatrice à